

Surveillance du patrimoine Portiques, Potences et Hauts Mâts de Signalisation

Mise en place d'une politique de gestion

21 mai 2012



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION
INTERDÉPARTEMENTALE
DES ROUTES
CENTRE-OUEST

Historique des versions du document

Version	date	Auteur	Commentaires
0	27/02/12	D. GUILLON	Création
1	-		Validation Comité de Direction et mise en application

Affaire suivie par

Denis GUILLON
Responsable du BOA

Tél : 05-87-50-60-98
Fax: 05-55-77-54-41
Mél. denis.guillon@developpement-durable.gouv.fr

Sommaire

<i>I. Objet et domaine d'application</i>	5
<i>II. Terminologie et abreviation</i>	6
<i>III. Documents Applicables</i>	7
<i>IV. La politique d'entretien</i>	8
IV.1 L'entretien courant annuel.....	8
IV.2 L'entretien spécialisé.....	8
IV.3 Les grosses réparations.....	8
<i>V. La politique de surveillance</i>	9
V.1 La surveillance continue.....	9
V.2 La surveillance annuelle.....	9
V.3 La surveillance spécialisée.....	10
V.3.1 - Les ouvrages concernés.....	10
V.3.2 - Surveillance des ouvrages dont la chute est non perturbante.....	10
V.3.3 - Surveillance des ouvrages « neufs » (âge inférieur à 15 ans).....	10
V.3.4 - Surveillance des ouvrages dont l'âge est compris entre 15 et 25 ans.....	10
V.3.5 - Surveillance des ouvrages dont la durée de vie est supérieure à 25 ans.....	11

SUIVI DU DOCUMENT DE LA DIR CO

	Rédaction	Vérification	Approbation
Nom	<i>D Guillon</i>	<i>X Gandon</i>	<i>Comité de Direction DIR</i>
Fonction	Responsable du BOA	Chef du SPT	
Date et Signature			
APPLICATION DE CE DOCUMENT À COMPTER DE LA DATE D'APPROBATION			

HISTORIQUE DES MISES A JOUR

VERSION	DATE DE LA MODIFICATION	NATURE DE LA MODIFICATION	INDICE
0	27/02/12	Création	a
0			b

DIFFUSION

POUR INFORMATION	POUR APPLICATION
<ul style="list-style-type: none">▪ DIT▪▪▪	<ul style="list-style-type: none">▪ BOA DIR CO▪ Districts DIR CO▪ CEI DIR CO▪ Correspondants OA▪

I. Objet et domaine d'application

En 2011, il a été réalisé un point zéro général de l'ensemble des dispositifs de type Portiques, Potences et Hauts Mâts de Signalisation (P.P.H.M.S) présents sur le réseau national géré par la DIR Centre Ouest, à l'exception du réseau géré par le district de Poitiers, via des inspections détaillées réalisées par le bureau d'études SOCOTEC.

Elles ont permis d'identifier trois ouvrages nécessitant, à court terme des travaux de remise en état. Les autres dispositifs sont en bon état et ne nécessitent que des travaux d'entretien courant. Par ailleurs, les inspections des P.P.H.M.S du réseau géré par le district de Poitiers ont été réalisées par l'ex parc de la DDE 86, à l'occasion de ces inspections quatre ouvrages ont été identifiés comme nécessitant des travaux.

C'est à partir de cette base documentaire, qui constituera le point zéro de notre patrimoine, qu'il est apparu nécessaire d'adopter une politique de gestion de ces éléments du patrimoine routier de la DIR Centre Ouest. C'est l'objet du présent document.

Il est à signaler que cette politique est très fortement inspirée des principes mis en œuvre depuis plusieurs années pour la gestion des ouvrages d'art dite méthode IQOA.

II. Terminologie et abreviation

IQOA : Image Qualité des Ouvrages d'Art

PV : Procès Verbal

CEI : Centre d'Exploitation et d'Intervention

ITSEOA : Instruction Technique pour la Surveillance et l'Entretien des Ouvrages d'Art

PPHMS : Portiques, Potences et Hauts Mâts de Signalisation

Programmation : activité destinée à définir la liste des OA à visiter sur la campagne de l'année n et la répartition au sein des districts et CEI

Planification : activité destinée à planifier dans le temps par les CEI et le district ou le BOA (liste 2), la réalisation de la visite en fonction de ses moyens et compétences

III. Documents Applicables

Identifiant Document	Nom du document
ITSEOA	Instruction technique pour la surveillance et l'entretien des ouvrages d'art (Version modifiée du 26/12/1995 et du / /2011)

IV. La politique d'entretien

Cette politique ne concerne pas les panneaux ou dispositifs de toutes natures implantés sur les structures ni leurs moyens de fixation.

IV.1 L'entretien courant annuel

L'entretien courant consiste à assurer la dévégétalisation complète des embases et des zones de fondation des ouvrages ainsi que de leurs accès.

Ces opérations sont à réaliser avec une fréquence annuelle voire bi annuelle en fonction des conditions de croissance de la végétation. Elles sont réalisées par les équipes d'entretien des CEI.

Ces opérations peuvent comporter la réalisation en régie d'actions correctives ne nécessitant pas de moyens ou de compétences spécifiques telles que la mise en place de cabochons de protection avec graissage préalable des systèmes d'ancrage.

L'entretien courant peut être coordonné avec l'entretien des dépendances vertes sur l'ensemble du réseau et doit permettre l'accès à l'ouvrage pour la réalisation des visites annuelles.

IV.2 L'entretien spécialisé

Suite à la visite annuelle, il peut être décidé de réaliser un entretien spécialisé. Il s'agit des mesures correctives qui nécessitent des moyens et/ou des compétences particuliers. Ces interventions ne concernent que la pérennité de la structure. Il peut s'agir d'opération de remise en peinture partielle ou totale, de remplacement d'éléments d'assemblage, de mesures correctives destinées à faciliter l'assainissement des embases.

Les actions de cette nature sont réalisées par l'entreprise. Elles font l'objet d'une programmation technique, financière et physique qui intègre, le cas échéant, des conditions spécifiques d'exploitation.

IV.3 Les grosses réparations

Ces interventions concernent la structure proprement dite lorsque sa sécurité ou sa stabilité est mise en cause.

Comme pour l'entretien spécialisé, sauf en cas de force majeure (accident, tempête..) les grosses réparations font l'objet d'une programmation technique, financière et physique notamment dans le cadre du contrat de gestion DIT / DIR Centre-Ouest.

Il s'agit de mesures destinées à rétablir le niveau normal de service, de sécurité et de stabilité des structures en place. Elles peuvent consister en le remplacement complet des ouvrages (y compris les fondations), il peut s'agir de réparations qui nécessitent un démontage partiel ou total des structures.

Les mesures éventuelles de protection des ouvrages s'inscrivent dans la politique générale de sécurité routière.

V. La politique de surveillance

Cette politique concerne la surveillance des dispositifs de type Portiques, Potences et Hauts Mâts de Signalisation existants ou à venir sur le réseau de la DIR CO. Les actions de surveillance sont menées en observant les abords des ouvrages y compris les éventuels dispositifs de protection, l'ensemble de la structure (fondations, poteaux, traverses, assemblages), les panneaux et leurs dispositifs de fixation. Elle ne concerne pas les équipements électriques ou électroniques de toutes natures qui peuvent exister sur certains ouvrages, sauf s'ils peuvent avoir une incidence sur la sécurité, la stabilité ou la pérennité des structures (il peut s'agir par exemple de courants vagabonds facteurs de corrosion sous certaines conditions).

V.1 La surveillance continue

Cette action est exercée, comme pour l'ensemble des équipements présents sur le réseau, par les patrouillages et les agents de la DIR Centre Ouest qui y travaillent. Les événements recensés feront l'objet d'une consignation formelle sur le registre de main courante de patrouillage. Puis, ils feront l'objet d'un traitement approprié (nature, moyens, célérité) à l'initiative et sous la responsabilité du district qui peut solliciter l'avis du Bureau des Ouvrages d'Art du Service des Politiques et des Techniques.

Au sein de chaque district, les consignes nécessaires devront être données aux agents chargés d'effectuer les patrouilles, dont la fréquence dépend du niveau de service de la voie considérée, afin qu'ils assurent une observation pertinente des PPHMS comme de l'ensemble du patrimoine routier.

V.2 La surveillance annuelle

La programmation de ces visites est à l'initiative du Chef de district comme celle du Bureau des Ouvrages d'Art de la liste I. Comme l'indique son nom, sa fréquence est annuelle. Elle fait l'objet d'une formalisation simplifiée selon le document indiqué ci-après (Document en cours d'élaboration par SOCOTEC). Ce document comprendra, sous une forme similaire à celle d'un catalogue IQOA, une description des désordres les plus couramment rencontrés et leur notation.

Il est conseillé de réaliser cette visite lors de l'entretien courant annuel. L'établissement du constat de visite peut être assuré par tout agent ayant suivi au minimum une action de formation d'une journée. Les membres du réseau des correspondants Ouvrages d'Art sont pressentis pour l'exercice de cette mission. Ils bénéficieront d'une journée pratique de formation dispensée par le BOA selon des modalités à déterminer dans le cadre du réseau des correspondants Ouvrages d'Art. Il s'agira d'une formation action dont l'objectif est de permettre aux agents concernés de réaliser sans délais, de façon fiable, la visite des ouvrages.

Le constat de visite pourra également permettre d'initier la programmation de visites ou de travaux complémentaires.

Tous les ouvrages « Portiques, Potences et Hauts Mâts de Signalisation » sont soumis à ce type de visite.

V.3 La surveillance spécialisée

V.3.1 - Les ouvrages concernés

Le principe général de la démarche est d'assurer la sécurité des structures tout en optimisant les moyens de toutes natures mis en œuvre au sein du district pour assurer leur surveillance.

Dans cet objectif, la première étape de la démarche paraît être une analyse simplifiée des risques. Elle concerne en premier lieu les hauts mâts. Il s'agit, pour ces dispositifs, d'évaluer le risque qu'ils tombent sur l'A20 en cas de ruine.

En second lieu, après avoir éliminé les hauts mâts non perturbants, il sera effectué une classification par âge selon trois classes:

- âge du dispositif depuis la **construction (il s'agit bien de la construction du dispositif et non de la mise en service de la section concernée)** inférieur ou égal à 15 ans
- âge du dispositif supérieur à 15 ans et inférieur ou égal à 25 ans
- âge du dispositif supérieur à 25 ans.

V.3.2 - Surveillance des ouvrages dont la chute est non perturbante

Ces ouvrages ne sont soumis qu'à la surveillance annuelle. Une visite particulière peut être programmée à l'initiative du district gestionnaire du dispositif concerné.

V.3.3 - Surveillance des ouvrages « neufs » (âge inférieur à 15 ans)

Ces ouvrages sont soumis à la surveillance annuelle, les ouvrages neufs feront l'objet au plus tard 3 ans après leur construction d'une inspection de type point zéro diligentée et à la charge du maître d'ouvrage de l'infrastructure. Le PV établi sous la forme indiquée en annexe au présent document sera établi en trois exemplaires plus un sous forme informatique (fichier pdf) à l'exploitant.

Le maître d'ouvrage aura en charge les éventuels travaux de remise en état si le dispositif le nécessite.

En principe, il n'y aura pas lieu de diligenter de nouvelle inspection avant que l'ouvrage ait atteint l'âge de 15 ans. Il sera alors du ressort du district chargé de l'exécution des visites annuelles de solliciter une visite spécifique.

V.3.4 - Surveillance des ouvrages dont l'âge est compris entre 15 et 25 ans

Ces ouvrages sont soumis à la surveillance annuelle. Ils ont normalement fait l'objet d'une inspection détaillée réalisée lors de leur quinzième année. Il n'y a pas lieu de programmer de nouvelle visite avant qu'ils aient atteint l'âge de 25 ans. En d'autre terme la fréquence des inspections passe de quinze à dix ans.

Il est du ressort du district chargé de l'exécution des visites annuelles de solliciter une visite spécifique.

V.3.5 - Surveillance des ouvrages dont la durée de vie est supérieure à 25 ans

Ces ouvrages sont soumis à la surveillance annuelle. Ils ont normalement fait l'objet d'une inspection détaillée réalisée lors de leur vingt cinquième année. Pour les ouvrages qui n'ont pas fait l'objet d'un dimensionnement aux Eurocodes avec un choix de durée de vie d'au moins cinquante ans et la prise en compte d'un critère de fatigue correspondant, il est désormais nécessaire de programmer tous les 6 ans une inspection détaillée. Cette fréquence peut être portée à 9 ans à l'appréciation de l'inspecteur qui valide le procès verbal de visite.

Il est du ressort du district chargé de l'exécution des visites annuelles de solliciter une visite spécifique.

Pour les ouvrages dimensionnés aux Eurocodes pour une durée de vie d'au moins cinquante (50) ans en tenant compte d'un critère de fatigue la fréquence des visites est de 10 ans jusqu'à leur durée de vie théorique, sauf appréciation contraire (à 9, 6 ans ou moins) de l'inspecteur qui signe le procès verbal de visite.